



Le 9 décembre 2017

RAPPORT DE SYNTHÈSE

Quelle place du citoyen frontalier dans la construction européenne?

Le fait d'être citoyen frontalier renforce-t-il le sentiment d'appartenance à l'UE ?

L'exemple du territoire de l'Eurodistrict SaarMoselle

Aujourd'hui, les institutions européennes sont remises en cause, la notion de frontière retrouve une vigueur forte avec les crispations au sujet des migrants, de la souveraineté nationale et les mouvements politiques anti Europe bénéficient de votes de plus en plus nombreux. A l'interface entre les Etats, les espaces transfrontaliers occupent une place à part parmi les territoires européens. Pourtant, malgré 25 ans de programmes de coopération territoriale européenne, la visibilité des actions des institutions européennes est faible. Qu'en est-il dans les territoires frontaliers ? Quelle est la connaissance par l'utilisateur final des démarches des acteurs publics en matière de coopération ? Comment ces acteurs publics communiquent-ils et associent-ils les citoyens dans ce domaine ? Comment les habitants appréhendent-ils cette situation frontalière ? Quelles sont les visions réciproques de chaque côté de la frontière ? Quelles sont les répercussions sur leur comportement électoral ? Comment les autorités publiques pourraient-elles mieux associer, mobiliser et impliquer les habitants dans leurs actions transfrontalières ?

1. Le territoire de l'Eurodistrict SaarMoselle, un bassin de vie binational

Il s'agit d'un territoire de près de 590 000 habitants situé aux confins de la France et de l'Allemagne, à proximité du Luxembourg. Il est composé d'un petit nombre (17) de villes allemandes de taille importante (dont Sarrebruck) et d'un grand nombre de petites villes françaises (163).

Le territoire allemand souffre d'un déclin démographique, affectant les deux côtés de la frontière. L'économie est principalement orientée vers l'industrie (62 000 emplois), la santé (37 568) et l'informatique (16 200). Les travailleurs transfrontaliers de l'Eurodistrict constituent la part la plus



importante (85%) des Mosellans allant travailler en Allemagne, la plupart allant vers le Luxembourg. Ils sont le plus souvent ouvriers et âgés.

Le territoire est historiquement marqué par le charbon, les guerres et les changements de nationalité des deux derniers siècles. Il est symboliquement le terreau d'un des Pères de l'Europe, le Mosellan Robert Schuman, initiateur de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

Du côté mosellan, malgré l'arrêt de la mono-industrie charbonnière, le secteur industriel reste présent, avec une dynamique essentiellement d'origine allemande, connaissant toutefois des baisses d'activités et des fermetures. Il en résulte un chômage important et une pauvreté qui font de ce secteur un des plus défavorisés de la Moselle.

Du côté sarrois, la transition industrielle a été plus progressive et a permis de bâtir une dynamique économique faisant d'elle un eldorado, dans la vision mosellane, alors qu'elle demeure un des territoires les plus petits et les moins riches d'Allemagne. Toutefois, la Sarre peine à faire face à ses besoins de main d'œuvre avec les ressources mosellanes.

Parmi les raisons identifiées, la question de la langue, frontière et facteur de rapprochement. Un dialecte commun, le Platt une pratique de la langue de l'autre marquée par les revirements de l'histoire sont en cause. Depuis une vingtaine d'années, des initiatives se multiplient pour favoriser l'apprentissage de la langue du voisin, avec une ambition majeure pour la Sarre, devenir le premier Land bilingue en l'espace d'une génération.

Au sein de ce bassin de vie, les territoires de chaque côté de la frontière sont concurrents, avec des réglementations, des procédures, des délais qui varient et qui nuisent à ambition économique et industrielle commune. Cela se traduit par une surproduction de surfaces commerciales, principalement destinées à la clientèle étrangère, et une pression foncière qui touche les terres agricoles.

2. La perception par le citoyen du territoire

A travers les multiples échanges et sources interrogées, la vision du citoyen est inégale entre une partie mosellane abandonnée et une partie allemande plus belle et plus riche. Toutefois, chacune des deux parties du territoire a ce sentiment d'abandon national. L'identité nationale y reste forte. La barrière naturelle de la frontière n'existe pas et la traversée est une pratique bien ancrée, voire quotidienne, avec comme moteur le commerce. Et cela d'autant plus que les institutions européennes ont construit en premier un marché commun avec aujourd'hui ses standards de consommation, sa monnaie unique, ses infrastructures qui font vivre le marché. Un constat marquant est que des acquis finalement récents, liberté de circulation, monnaie unique, sont parfaitement intégrés et ne sont plus considérés comme positifs mais seulement normaux. L'Europe apparaît très loin et une amertume assez prononcée se ressent par rapport à une situation passée



révolue plus enviable : cohésion de groupe, identité forte, emploi. Rien n'a encore remplacé l'ordre antérieur, les citoyens sont dans l'attente d'un nouvel élan.

Cela explique en partie le vote d'extrême traduisant une détresse économique, sociale, plus qu'une xénophobie marquée. L'incapacité des partis traditionnels à avoir redonné du souffle au territoire et le sentiment d'être entendu par les extrêmes favorisent ce vote.

3. Un Eurodistrict très actif, freiné par un cadre réglementaire inadapté au binational

Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) créé le 6 mai 2010, il vise à amoindrir les différences des systèmes nationaux en s'appuyant sur une réflexion stratégique dans divers domaines (développement territorial, économique et urbain, transports, tourisme, apprentissage de la langue du voisin, santé). L'Eurodistrict développe des projets pour encourager les échanges entre les habitants et les acteurs régionaux, et pour créer des synergies entre atouts mosellans et sarrois pour devenir à terme un territoire d'excellence de la coopération franco-allemande. En effet, l'Eurodistrict permet d'établir une gouvernance transfrontalière, et est doté des compétences communes des collectivités qu'il rassemble : le land de Saar d'un côté, les communautés de communes de l'autre.

L'Eurodistrict a initié de nombreux projets transnationaux de coopération, grâce aux financements INTERREG, dans des domaines de compétences partagées. Il s'agit de créer des interactions mutuelles, favorisant le vivre ensemble, le développement d'une ambition commune, la co-construction plus que la concurrence. Les loisirs (circuits de randonnée, télévision bilingues...), le transport (tram-train transfrontalier, bus, pistes cyclables), l'enseignement, la recherche et l'innovation, la santé et le développement économique (centre d'affaires franco-allemand de Forbach, carte transfrontalière interactive des zones d'activités,...), développement urbain et territorial (Bande bleue) sont les secteurs qui ont vu des réalisations concrètes.

Cela n'est possible que grâce à un terreau local fertile et porteur. Les différentes associations, les responsables économiques et les entrepreneurs locaux, les associations de travailleurs transfrontaliers portent leurs propres actions, pour développer l'identité culturelle, les partenariats, améliorer la vie des uns et des autres.

Toutefois, malgré le dynamisme de son action, l'Eurodistrict peine à s'affranchir de ses freins. En effet, alors qu'un certain nombre de conditions semblent réunies, avec :

- un outil de gouvernance avec l'Eurodistrict, qui relativise la frontière politique ;
- un creuset culturel commun qui rend les deux cultures relativement proches ;
- des volontés locales fortes, marquées par des initiatives nombreuses et renouvelées ;
- des médias relayant les informations de part et d'autre de la frontière ;



- les financements INTERREG qui permettent d'expérimenter des actions de gestion l'interculturalité, d'écodéveloppement...

Les normes édictées par chacun des pays ignorent la spécificité frontalière, et limitent d'autant les potentialités d'une véritable stratégie transfrontalière. Par ailleurs, aucun financement autre qu'INTERREG ne semble pouvoir financer ces territoires stratégiques pour le développement de la France au sein de l'Europe. Aujourd'hui, le potentiel de développement de ce territoire semble entravé. Comparé à des zones de flux très dynamiques côté Luxembourg ou Suisse.

4. Quel cadre d'action pour la mise en œuvre de l'Eurodistrict comme laboratoire de l'Europe ?

Le cadre d'action devra permettre de développer progressivement pour les citoyens frontaliers la sensation de participer à la construction d'un espace cohérent et divers, équilibré, dynamique, économiquement et culturellement, préalable nécessaire à l'avènement d'une identité « régionale » partagée.

Il faut partager la connaissance du territoire et de ses évolutions avec des indicateurs communs. Pour cela, la création d'un observatoire dédié constituerait une brique de base préalable à l'action, à l'amélioration d'une vision stratégique et opérationnelle, qui pourrait être élaborée dans le cadre d'une intercommunalité transnationale plus efficiente, inscrite dans une zone d'expérimentation.

Il pourrait être opportun de conduire un projet pilote dans le cadre de l'appel à projets Europ'act CTE, lancé par la Commission, le 6 décembre 2017, et de s'affranchir partiellement des cadres législatif et administratif nationaux pour en améliorer leur compatibilité et, aller bien au-delà des préconisations en créant une zone d'expérimentation centrée sur la vie quotidienne des citoyens et des entreprises.

Répondre à cet appel à projets serait une première étape pour renforcer l'implication du citoyen, tant dans la construction de la réponse, que comme vecteur de communication. Une concertation élargie, des temps d'expression libre et des échanges directs semblent autant de conditions nécessaires à l'émergence d'un projet tenant compte des aspirations et des besoins des citoyens frontaliers.

Il conviendra ensuite de choisir un positionnement stratégique, une marque associée, pour favoriser un marketing territorial performant, et inscrire le territoire de SaarMoselle dans la compétition internationale. La communication devra être tournée tant vers l'extérieur du territoire, que vers l'intérieur (habitants, acteurs socio-économiques...), en s'assurant de toucher chacun.



Un travail de longue haleine a été initié pour créer une nouvelle géographie mêlant deux territoires issus de deux pays différents. Nous avons pu constater des volontés locales très fortes, mais qui se confrontent à des blocages nationaux, et à des États centraux éloignés.

Cela pourrait être amélioré par une nouvelle approche réglementaire, plus pragmatique, qui permette d'atténuer les contraintes frontalières, non visibles nationalement mais avec un fort impact sur la vie quotidienne. D'autre part, une formalisation de l'existence et de l'action de l'Eurodistrict, qui reste aujourd'hui largement méconnu, semble indispensable, notamment à travers l'élaboration d'une vision et d'une ambition politique à même de transporter les citoyens frontaliers vers un imaginaire porteur d'espoir : il n'y a pas de fatalité territoriale.